

Afrique

NON A LA GUERRE DE LA FRANCE AU MALI !

● **La France est en guerre au Mali et on nous raconte encore et toujours les mêmes bêtises : il faut sauver les droits de l'homme et la démocratie, lutter contre le « terrorisme », protéger des populations sans défense contre la violence aveugle de fanatiques sanguinaires. Mais malgré la propagande des médias, tout le monde n'est pas pour cette intervention militaire qui s'inscrit dans la vieille logique de la Françafrique.**

Car, une fois de plus, les enjeux économiques sont les seuls déclencheurs de cette nouvelle guerre : l'uranium du Niger voisin (géré par Areva, compagnie française), le pétrole, les mines d'or, le contrôle des ressources et des voies de communication dans tout le Sahel, voilà le véritable but !

La France est donc en guerre contre des islamistes qu'elle a armés, rappelons-le, en Libye quand elle a mené la chasse à Kadhafi. Ces islamistes qui utilisent aujourd'hui ces armes contre l'armée française qui doit « porter secours » à l'armée malienne à qui il faut également vendre des armes ! Dans les guerres, les marchands d'armes sont toujours les vainqueurs ! On parle d'un demi-million de réfugiés en un an (sur 15 millions d'habitants soit un habitant sur trente !) et déjà de nombreux civils tués : dans ces guerres les peuples et les travailleurs sont toujours les perdants !

C'EST LA GUERRE DE LA FRANÇAIFRIQUE !

Bien sûr, le gouvernement malien de transition dont la légalité et la légitimité sont contestées sur place a appelé la France à l'aide. Mais c'est un gouvernement à la botte de la France. **Bien sûr**, les partisans de la guerre disent aujourd'hui qu'il n'y a pas d'autre solution pour arrêter la spirale de l'horreur au Mali, ce qui doit nous rappeler qu'en tuant Kadhafi, l'OTAN a permis la déstabilisation du Sahara. **Bien sûr**, nombre de Maliens se résolvent à cette intervention coloniale en s'illusionnant que c'est la solution la moins pire.

Les questions qui se posent sont : pourquoi l'OTAN a choisi d'abattre le gouvernement libyen au profit des fascistes islamistes et comment se fait-il que ceux-ci aient pu se replier en toute impunité dans le nord Mali ? La France devait-elle mener la guerre en Libye en s'alliant aux dictatures du Golfe comme l'Arabie Saoudite et le Qatar et confier des armes à des bandes armées réactionnaires ? **Bien sûr que non !**

En n'aidant pas, voire en ignorant les forces progressistes maliennes qui depuis plus d'un an disaient leur refus de toute intervention étrangère et proposaient d'autres solutions, les gouvernements français, celui de Hollande comme celui de Sarkozy avant lui, ont tout fait pour faire apparaître la guerre comme seule issue possible. **Dans ce contexte le blocus des armes destinées à l'armée malienne organisé par la CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest, regroupant 15 pays) à la demande de la France est un acte criminel.**

Que va-t-il advenir désormais de la stabilité d'une région où le mot « frontière » avait été remis en cause dans les années 50 et 60 par le colonialisme Français pour scinder le sud saharien de l'Algérie indépendante. Nul ne le sait et les apprentis sorciers déguisés en experts que les médias convoquent à longueur d'antenne ne se hasardent guère à aborder cette question brûlante. L'enlèvement massif qui a été commis en Algérie est une illustration.

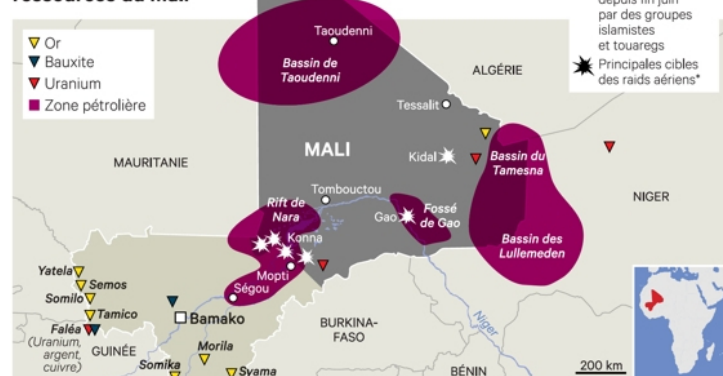
François Hollande, lui qui avait déjà soutenu la guerre en Libye, a plaidé lors de l'assemblée générale de l'ONU pour l'intervention au Mali et en Syrie, il met donc en œuvre ses choix... Hollande, le PS et les Verts ont de l'argent pour faire la guerre au Mali, mais pas un sous pour sauver les emplois et hausser les salaires et les pensions.

AVEC LES REVOLUTIONNAIRES, NOUS SOMMES DANS LE CAMP DE LA PAIX

Une fois de plus, comme à d'autres périodes de l'histoire, les « socialistes » français apportent au monde une nouvelle guerre. L'histoire nous apprend que dans ces situations, à chaque fois, les révolutionnaires ont été du côté de la paix.

Nous le disons avec force à nos adversaires de vraie droite ou de fausse gauche qui assument pleinement le retour des guerres coloniales dont l'enjeu est le sous-sol saharien et ses immenses richesses pour notamment Total et Areva.

Les principales ressources du Mali



« LES ÉCHOS » / IDÉ - 7 JER À 17H00

Nous le disons aussi à ceux qui, se réclamant de la gauche du PS, trouvent l'intervention « discutable » ou font part de leur « inquiétude » : cette agression trouve ses causes dans la crise du capitalisme international décadent et « notre » impérialisme se lance dans une fuite en avant armée à l'extérieur comme prolongement de sa politique d'austérité à l'intérieur.

Encore plus dans cette période où l'impérialisme en crise est à l'offensive, notre mot d'ordre est : **Prolétaires de tous pays et peuples opprimés, unissons-nous !**

**TROUPES FRANÇAISES,
HORS D'AFRIQUE, HORS DU MALI !**

France : NON AU CONSEIL TERRITORIAL D'ALSACE (C.T.A.) !

● Le 7 avril prochain, les alsaciens seront appelés aux urnes dans le cadre du référendum sur le Conseil Territorial d'Alsace (CTA), que les médias font passer pour une « politique de rationalisation territoriale », voulue par François Hollande (PS) et portée localement par Philippe Richert (UMP), président du conseil régional d'Alsace. Qu'en est-il réellement ? Quels sont les effets réels de cette décentralisation ?

Les effets sont très simples, il s'agit de :

- La mort du droit des travailleurs ;
- La fin des services publics de proximité ;
- Et l'austérité qui ne dit pas son nom !

LE C.T.A., C'EST LA FIN DU SMIC !

En autorisant une casse sans précédent du code du travail et en permettant aux patrons locaux de décider seuls quelles règles seront appliquées sur le territoire alsacien, le Conseil unique d'Alsace permettra de mettre en concurrence les travailleurs alsaciens avec l'Allemagne où les plus bas salaires sont en dessous de 8,50 euros de l'heure.

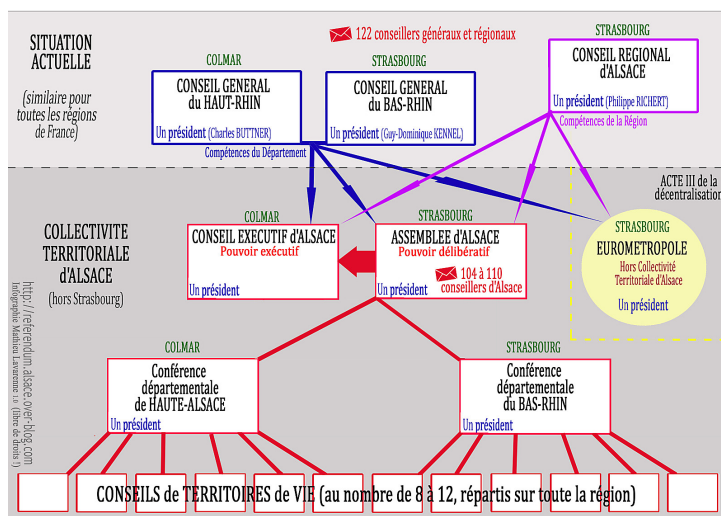
LE C.T.A., C'EST PLUS D'IMPOTS !

En fusionnant les départements et la région, le Conseil unique d'Alsace supprimera bon nombre de services publics. Trains et bus, mais aussi crèches et services à la personne rentreront donc dans une logique de profit. Les Alsaciens paieront plus cher pour un service moindre, voire quasiment inexistant, dans le cas des institutions départementales telles que la CPAM (sécurité sociale) ou la DDE (entretien des routes).

En transférant, finalement, toutes les compétences auparavant nationales au niveau local – comme l'entretien des routes depuis plusieurs années – **sans aucun budget supplémentaire de la part de l'État**, le Conseil unique d'Alsace provoquera mécaniquement une énorme augmentation des impôts locaux, sous couvert d'une « cure d'austérité » qui ne fait qu'étrangler le peuple au seul bénéfice des patrons et des banquiers !

C'est pourquoi le 7 avril, il faut voter NON au Conseil Territorial d'Alsace
Le C.T.A., c'est NON !

Le projet de Collectivité Territoriale d'Alsace et de Strasbourg Eurométropole



LE C.T.A., C'EST LA FIN DES ACQUIS SOCIAUX !

Le Conseil Unique d'Alsace est la première pierre d'un démantèlement total de l'État. Pour pouvoir assurer la fin des acquis sociaux arrachés de haute lutte par le peuple français à la bourgeoisie au sortir de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie française a choisi la régionalisation.

Le Conseil Unique d'Alsace est la mise en œuvre au niveau local de la politique voulue par l'UMP, le PS, le Front National, « Alsace d'abord » et l'Europe des patrons. C'est l'écrasement du peuple par le rouleau compresseur du capital, dont les effets sont visibles en Grèce, en Espagne en Italie...

International : LES KURDES, UN PEUPLE EN LUTTE POUR SA LIBERTÉ.

● Le 9 janvier dernier, trois militantes kurdes étaient assassinées en plein Paris ! Le Cercle Communiste d'Alsace, qui soutient la lutte du peuple kurde pour ses justes revendications, a été frappé par cet événement. Les Kurdes luttent depuis plusieurs siècles pour leur liberté : ils sont aujourd'hui 40 millions répartis en Turquie, en Irak, en Syrie et en Iran.

Il s'agit du peuple sans pays à la population la plus nombreuse. Confrontés à une répression violente, en particulier en Turquie, où des milliers de Kurdes sont emprisonnés pour raisons politiques, beaucoup d'entre eux ont émigré et se trouvent en Europe où ils participent également à la lutte, par solidarité. Les trois militantes assassinées à Paris faisaient partie de ceux qui font connaître la cause kurde à l'étranger, rencontrent les gouvernements, les institutions internationales, les révolutionnaires et progressistes des pays européens qui leur apportent leur soutien fraternel.

Les revendications du mouvement kurde portent sur la libération des milliers de prisonniers politiques et notamment d'Abdullah Öcalan, leur leader politique, et sur les droits nationaux du peuple kurde (utilisation de la langue kurde, autonomie politique, démocratie, droits des femmes...).

Le Cercle Communiste d'Alsace soutient inconditionnellement la lutte du peuple kurde. Pour mieux connaître la cause des Kurdes, il vous invite à une soirée-débat au Restaurant Mosaïque, 23 rue du Marschallhof, Strasbourg-Neuhof, le vendredi 15 mars 2013 à 18h30. Cette soirée est co-organisée avec l'association culturelle de Mésopotamie et les Amis du Peuple Kurde.



Nous éditons aussi un journal : **CHANTIERS** (4 numéros par an)

Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse et d'information, sur le plan local, national et international. Il livre aussi des informations régulières concernant les activités et initiatives de nos organisations. **Abonnez-vous sur,**
[[HTTP://WWW.RASSEMBLEMENTCOMMUNISTE.ORG](http://www.rassemblementcommuniste.org) ● CERCLE.COMMUNISTEALSACE@YAHOO.FR]